

CONFÉRENCE INAUGURALE

Le rôle géopolitique des îles de la Méditerranée
par M. Hubert Védrine

Monseigneur,
Madame,
Excellence,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Quand Madame Bréaud a eu l'idée stimulante de me demander d'ouvrir cette réflexion, j'ai réfléchi à cette question des îles et de la Méditerranée.

Compte tenu de l'actualité, je pense que vous vous attendez à ce que je vous fasse part de quelques remarques sur la tragédie actuelle, et sur ses conséquences possibles pour les Ukrainiens, pour les Russes, pour nous.

Je dirais néanmoins que, lorsqu'on se demande quelle approche géopolitique on peut avoir sur les îles, la réflexion diffère suivant que l'on parle d'aujourd'hui ou du passé. Entre le trajet d'Ulysse et les îles actuelles, l'approche est très différente aujourd'hui, plus brutale, plus décapante.

Si on fait de la géopolitique, il faudrait distinguer non pas l'histoire de chaque île, mais prendre des acteurs étatiques, Malte et Chypre d'abord, étudier ensuite des îles très importantes comme les Baléares, la Corse, la Sicile, la Sardaigne, ou certaines îles grecques et turques. Ensuite, nous serons amenés à nous demander comment les données de la géopolitique s'appliquent à ces îles.

Autrement dit, quelles sont les conséquences des enjeux géopolitiques pour telle ou telle île ? Et quelle est la politique des gouvernements dont elle relève ?

J'en ai cité cinq ou six, mais il faut rappeler que la plupart des îles ne sont pas des acteurs autonomes. Et il est évident qu'on ne peut

pas dissocier la politique « des îles » de celle des gouvernements dont elles relèvent.

Nous sommes obligés également de reconnaître que la Méditerranée n'a jamais été un lac de paix, quelles que soient notre nostalgie et nos espérances ; c'est un lieu d'affrontements, et ce, depuis toujours. Certes, pas tout le temps.

On pourrait remonter aux affrontements entre Grecs et Perses, entre les Grecs, entre Romains et Carthaginois, entre les Romains, et ceux des siècles suivants, que vous connaissez : au VII^e siècle, la conquête de la rive sud par l'islam, et avant cela, les invasions des Wisigoths... Suivirent de longues périodes de conquêtes, de croisades, de colonisation, de piraterie....

Il y a un autre regard à porter sur cette mer. Sur la Méditerranée, on remarque souvent une confusion. La dimension vraie est océanographique. Est-ce que cela a un sens en géopolitique ?

Il ne faut pas oublier la dimension stratégique : une centaine de navires des pays de l'OTAN et une centaine de navires russes y naviguent en permanence. Sans même mentionner la mer Noire, ni les bases russes en Syrie.

Mais les enjeux qui sautent d'abord aux yeux quand on parle de la Méditerranée sont les enjeux écologiques, car c'est un milieu extrêmement fragile.

Vient ensuite l'enjeu migratoire. Car la Méditerranée est plus que jamais un lieu de mouvements et de pressions migratoires, presque impossibles à gérer par de petits États indépendants. Et il en sera ainsi, tant qu'on n'aura pas mis en œuvre une cogestion des flux entre les pays de départ, de transit et d'arrivée.

Il n'est pas seulement question d'une immigration choisie mais d'une immigration négociée, cogérée. Cela va nécessairement se mettre en place, mais pour le moment nous avons tout l'inverse. C'est dire combien la question des îles est un sujet sensible.

Il y a différents « comptes à rebours » qui concernent l'espace méditerranéen.

C'est le titre d'un autre de mes livres, cher ami ambassadeur, en plus de ceux que vous avez eu la gentillesse de citer : *Comptes à rebours*. Écologiques, mais aussi migratoires, démographiques et géopolitique. C'est fondamental.

Une autre dimension tout aussi importante, est la dimension touristique. Avec ses deux faces : le tourisme comme enrichissement, échanges... Et le tourisme comme fléau.

On sait que le tourisme de masse est un vrai sujet, et ce, depuis bien avant le début de la pandémie. Avec l'augmentation de la

population et la facilité des déplacements, les endroits les plus fragiles du monde, notamment ceux classés par l'UNESCO comme appartenant à un patrimoine matériel localisé, sont menacés par la perspective d'un *numerus clausus*. Si je veux visiter Santorin, je prends rendez-vous, et ce sera dans deux ans, tel jour, à telle heure.

Une évolution se fait jour, et certains pays montrent une attitude prémonitoire.

À mon avis, tels sont les trois enjeux qui dominent les autres, si je mets entre parenthèses, de façon un peu artificielle, la dimension stratégique proprement dite des îles, quel que soit leur statut ; indépendantes, autonomes, éléments-clés d'un grand pays ou pullulement de petites îles. Toutes sont fragiles et exposées.

Et c'est cette dimension de fragilité qui l'emporte. De là, l'importance de Monaco. Parce que Monaco, qui n'est certes pas une île, est placé à un endroit stratégique, avec une politique ambitieuse, et que vous rappelez régulièrement, Monseigneur.

Reste la question écologique, au sens le plus rationnel et le plus scientifique du terme, à mon avis le plus intelligent. Et bien au-delà des tragédies atroces que nous vivons avec la guerre en Ukraine, cela deviendra et restera prioritaire.

La mer Méditerranée est donc à regarder comme un lieu de fragilités et de responsabilités, mais aussi de coopérations.

Je passe à l'Ukraine.

La décision archaïque et aberrante de Vladimir Poutine de déclencher une guerre survient alors qu'il était sur le point d'obtenir, grâce aux efforts du président Macron soutenu par le chancelier allemand, et avec l'acquiescement du président américain, quelque chose que la Russie se plaignait de ne pas avoir depuis 25 ans ; et que les vétérans américains de la guerre froide regrettaient que l'on n'ait pas fait plus tôt. Une grande négociation sur la sécurité en Europe, dont la question ukrainienne, mais aussi sur les forces nucléaires conventionnelles, les manœuvres, les mesures de confiance, etc.

Et il a fait l'autre choix. Ce à quoi ne s'attendaient pas les dirigeants des autres pays, même avertis de préparatifs militaires.

Même si tous savaient qu'il avait des plans d'attaques générales, ils ne croyaient à une opération sur l'est de l'Ukraine, sinon à une opération plus politique que militaire.

Les historiens essaieront de nous dire, plus tard, pourquoi il a pris cette décision. Et par quels mécanismes, par quels éléments de réflexion présents dans son esprit depuis longtemps, cette idée est devenue envahissante et pourquoi elle a supplanté tous les autres éléments de raisonnements, quant aux intérêts à long terme de la Russie.

Pourquoi ? On ne sait pas. Ce qui fait qu'on n'en voit pas très bien les suites. Quoi qu'il en soit, Poutine a pris une décision qui nous ramène au début de la guerre froide ; moment très dangereux car il s'agit de la guerre froide d'avant les grandes négociations qui avaient amené à créer le téléphone rouge puis à limiter puis à réduire les armements.

Aux États-Unis, c'est l'époque Truman, une époque où la théorie de la dissuasion n'est pas encore fixée, et où l'usage éventuel de l'arme nucléaire est encore ambigu. C'est donc très grave et très dangereux.

La question est de savoir quelles en seront les conséquences. Considérables, mais on ne peut pas encore toutes les évaluer. Pour le moment, nous sommes plutôt dans une phase d'aggravation.

La question est notamment celle des scénarios : qu'est-ce que l'on peut faire ? Et qui est ce « on » ?

Dans l'immédiat, on peut constater que les choses ne se passent pas du tout comme les Russes s'y attendaient, puisque les Ukrainiens opposent une résistance opiniâtre, courageuse, impressionnante, et qu'il faut saluer.

Mais il y a d'autres effets. Le premier est le réveil de l'Alliance Atlantique, dont le président Macron pouvait dire, à juste titre, il y a deux-trois ans, qu'il n'en percevait plus l'objet précis, la légitimité, le fonctionnement. Cela a donc réveillé l'OTAN.

On entend beaucoup dire aussi que la guerre a réveillé l'Europe, ce qui est moins sûr. En tout cas, elle a amené l'Allemagne à abandonner le pacifisme qui était tenu pour constitutif de ce pays depuis 1945, et notamment du SPD, puisqu'une décision de réarmement massif a été prise par le Chancelier.

On en est là.

Nous voyons que la France va essayer de canaliser ce mouvement et ce sursaut vers quelque chose de spécifiquement européen, la synthèse pouvant être ce pilier européen de l'Alliance dont on parle depuis des décennies, sans que les alliés de la France et les États-Unis l'aient jamais accepté. On verra. Quoi qu'il en soit, c'est le contraire de ce sur quoi le président Poutine avait parié.

Que va-t-il se passer maintenant ? Plusieurs scénarios sont possibles.

1. Un scénario de victoire russe rapide. Ce n'est pas le cas actuellement, mais la machine de guerre russe, avec sa brutalité, peut prendre le contrôle de l'Ukraine ; sinon de tout le territoire, car il y aura des résistances, mais des frontières et de tout l'Est russophone (ce n'est d'ailleurs pas parce que cette zone est

russophone qu'elle est « poutinophile ». C'est un autre sujet, mais il ne faut pas oublier ces distinctions historiques).

En tout cas, le scénario de victoire russe rapide ne s'est pas concrétisé.

2. Deuxième scénario : le pourrissement. On en est là pour le moment. La guerre dure, c'est horrible ; il y a des batailles pour telle ou telle ville et on n'en voit pas le point d'arrêt, le point où Vladimir Poutine pourrait dire « j'ai atteint mes objectifs », lesquels, du point de vue occidental, sont délirants.
3. Un autre scénario, que je suis obligé de mentionner, est un scénario d'escalade ou d'élargissement géographique. Si le président Poutine voulait porter atteinte au système otanien, le menacer, le tester ou le provoquer, ou démontrer sa faiblesse, il s'en prendrait aux frontières polonaises ou roumaines. Ce serait alors le scénario d'une vraie escalade ; scénario auquel je ne crois pas, mais qu'il faut mentionner, puisque par ailleurs le président Poutine a agité la dimension nucléaire, et ce, à mon avis, pour terroriser les opinions en Occident. Pour la première fois depuis les décennies de guerre froide.
4. Autre scénario, souhaitable, auquel travaille le président Macron : celui d'un cessez-le-feu, suivi d'un début de discussion, et suivi peut-être d'une réflexion plus large sur la sécurité en Europe, mais dans des conditions pires que si elle avait eu lieu avant. Elle pouvait encore avoir lieu en 2021, mais surtout pendant les deux premiers mandats du président Poutine. Mais c'est un autre débat, presque impossible à mener aujourd'hui. La plupart des vétérans américains de la guerre froide, Kissinger, Brzeziński, le diplomate George Kennan, Matlock, et d'autres, considéraient d'ailleurs qu'on aurait dû, et qu'on aurait pu s'y prendre autrement avec la Russie. Notamment pendant les deux mandats d'Eltsine, les deux premiers mandats de Poutine, et le mandat de Medvedev. Cette évaluation peut être menée dans un milieu académique, attentif et sérieux, mais pas dans les médias, où tout rappel historique est présenté comme excusant Poutine, qui est inexcusable.

Pourtant, je l'évoque parce qu'un jour, pas aujourd'hui, pas demain, peut-être après-demain, en tous cas après toutes ces horreurs,

la question se reposera : comment malgré tout, dans la durée, les Européens peuvent-ils coexister avec la Russie ?

Vous avez rappelé, cher ami ambassadeur, une de mes réflexions de longue date, à savoir que les Russes ne deviendront jamais des sociaux-démocrates scandinaves. Ils formeront toujours une autre entité sachant que, depuis Pierre le Grand, ils hésitent entre ouverture et repliement slavophile. La question reviendra donc un jour. La seule nécessité aujourd'hui, c'est d'empêcher Poutine de gagner en Ukraine.

Et en démocratie, on ne peut résister durablement que si l'opinion reste partie prenante.

Il existe une interrogation concernant les sanctions, efficaces mais qui font également beaucoup de mal à ceux qui sanctionnent : un effet de nuisance symétrique se construit. Peut-être est-ce une erreur, mais c'est la situation actuelle.

C'est exactement la situation dans laquelle sont placés les Allemands dans l'affaire du gaz. Par le choix erroné d'une sortie prématurée du nucléaire, ils dépendent plus que jamais du gaz russe.

Ce que j'essaie de dire par là, c'est qu'il s'est créé un élan de solidarité, en réaction aux bombardements sur des hôpitaux et d'autres méfaits épouvantables. C'est une réaction humaine normale.

Mais si on veut tenir bon, il faut résister durablement. Et durablement, cela veut dire qu'il ne faut pas que nos opinions flanchent par rapport à la machine de guerre russe. Durablement, c'est aussi en empêchant l'élargissement, par la dissuasion ; une dissuasion concrète sur le terrain, par des avertissements.

Il faut que les opinions européennes tiennent, et jusqu'à maintenant je trouve que c'est le cas. Il faut aussi prendre des mesures très efficaces sur l'ensemble de ceux qui peuvent avoir de l'influence sur les décideurs, ou *le* décideur, en Russie. Il faut aussi que le peuple russe comprenne que ces mesures ne sont pas prises à son encontre, mais qu'on le retrouvera, un jour ou l'autre. Mais ce n'est pas encore le moment, loin de là !

Dans cette bataille au long cours, il est très important de maintenir cette ligne de résistance, de solidarité.

Aucun pays de l'OTAN, à commencer par les leaders, les États-Unis, ne veut qu'il y ait une guerre directe entre l'OTAN et la Russie.

Un jour viendra où l'on retrouvera le peuple russe, et il faudra rebâtir quelque chose.

Voilà l'état de mes réflexions.

Étant à Monaco, j'espère que ce qui se passe en mer Noire n'aura pas de répercussion en Méditerranée ! Et que la dimension stratégique de la Méditerranée, de ses îles, et en fait de ses pays riverains, ne va pas se trouver au premier plan.

J'ai parlé très rapidement de l'écologie, du tourisme et de l'immigration. Mais nous sommes au pic de l'incertitude.

Je suis désolé de ne pas être plus réjouissant, mais j'ai voulu vous parler de façon sincère et réaliste.

Mais heureusement, la suite des interventions vous plongera dans le passé des îles les plus extraordinaires de la Méditerranée. Et vous allez mieux respirer !

Hubert VÉDRINE

Ancien ministre